ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

dépenses

Question au Gouvernement n° 1040

Texte de la question

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Jean-François Mancel, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-François Mancel. Monsieur le Premier ministre, il y a huit jours, les députés UMP membres de la commission des finances ont, autour de leur président Gilles Carrez, lancé un cri d'alarme sur le dérapage des finances publiques.

Plusieurs députés UMP. Eh oui !

M. Jean-François Mancel. Aussitôt le ministre de l'économie et des finances nous accusait de mentir. Quarante-huit heures plus tard, la Cour des comptes confirmait notre analyse et vous, monsieur le Premier ministre, lui avez donné raison.

Il n'est pas étonnant que les Français ne comprennent plus rien à votre politique budgétaire.

M. Yves Fromion. Quel bazar !

M. Jean-François Mancel. Après avoir asséché le pouvoir d'achat et asphyxié les entreprises par une augmentation sans précédent des impôts et des charges, vous paraissez découvrir, alors que nous vous le répétons depuis un an, qu'il faut en priorité faire des économies sur les dépenses pour éviter que n'explose cette bombe de dette et d'intérêts sur laquelle nous sommes assis.

M. Jérôme Guedj. Même dans l'Oise !

M. Jean-François Mancel. Le dos au mur, vous annoncez des réductions de dépenses et vous limogez même la ministre qui s'en plaint !

Mais, monsieur le Premier ministre, vous faites une nouvelle fois fausse route. Plutôt que d'avoir la volonté et le courage d'engager des réformes de fond...

M. Marcel Rogemont. Que vous n'avez pas faites !

M. Jean-François Mancel. ...et après avoir annulé par esprit de revanche toutes celles que nous avions mises en oeuvre, vous allez saupoudrer, sans effet réel, quelques bribes d'économies qui, pour la plupart, seront des réductions de hausses de dépenses dites tendancielles, autrement dit de dépenses à venir.

Ma question est donc simple : quelles réformes structurelles, quelles réformes de fond, prévoyez-vous de mener à bien dès maintenant pour rompre significativement avec l'addiction bien connue des socialistes à la dépense publique ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget.* Monsieur le député Mancel, vous êtes un expert en bonne gestion, c'est bien connu. *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* C'est la raison d'ailleurs pour laquelle je voudrais vous rappeler quelques éléments simples.

Vous parliez d'addiction à la dépense publique. Mais, monsieur Mancel, vous qui évoquez des chiffres, vous n'êtes pas sans savoir que la dépense publique a augmenté en moyenne de 2 % au cours des dix dernières années, qu'elle est, depuis 2012, au-dessous de 1 % et que la trajectoire des finances publiques devrait nous conduire à augmenter la dépense publique de 0,5 % au cours des prochaines années.

Mais de quoi parlez-vous, monsieur Mancel ? Lorsque vous évoquez les dépenses publiques, parlez-vous de l'augmentation de 170 milliards de dépenses publiques entre 2007 et 2012 alors qu'en 2012, grâce aux mesures

que nous avons prises, les dépenses de l'État ont, pour la première fois depuis le début de la Ve République, baissé de 300 millions, dettes et pensions comprises, et que nous sommes en train de bâtir un budget pour 2014 qui verra les dépenses de l'État diminuer de 1,5 milliard d'euros ?
Mme Valérie Pécresse. Pas du tout !
M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué.* Je vous vois vous agiter, madame, mais dans votre budget 2012, la Cour des comptes a bel et bien relevé 2 milliards d'impasses qui nous ont amenés à prendre des mesures exceptionnelles grâce auxquelles nous avons pu rétablir une grande partie de la trajectoire des finances publiques. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*
Vous avez également évoqué la compétitivité et du redressement de la situation de notre économie, monsieur Mancel, mais de quoi parlez-vous exactement ? De la situation du commerce extérieur, avec ses 75 milliards de déficit au moment où vous êtes partis alors que l'Allemagne affichait 150 milliards d'excédent et que nous vous avions laissé en 2002 une situation équilibrée ?
Vraiment, monsieur Mancel, vous êtes victime d'une amnésie totale, à laquelle s'ajoute une absence dramatique de maîtrise de l'arithmétique ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Jean-François Mancel
Circonscription : Oise (2e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1040
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Budget
Ministère attributaire : Budget

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 4 juillet 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 juillet 2013